

Rapport annuel Jahresbericht

—

2023



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA**

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2023	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Partie statistique	12
1.1.3	Tableaux statistiques	17
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2023	19
1.1.1	Allgemeines	19
2.1.2	Statistischer Teil	27
2.1.3	Statistische Tabelle	32

Introduction

Au Conseil de la magistrature


Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2023 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Pour simplifier la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

Fribourg, le 24 janvier 2024


Fabien Gasser
Procureur général


Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2023

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

Le Ministère public dresse un tableau très sombre de l'année 2023 en termes de charge de travail. Les chiffres parlent en effet d'eux-mêmes : le Ministère public a connu en 2023 une forte augmentation du nombre de ses procédures enregistrées (+ 905 unités), pour dépasser pour la première fois de son histoire les 16000 dossiers. Même si le nombre de jours de détention a diminué (17249 en 2023 contre 22444 en 2022), celui des détenus a augmenté (+ 14 détenus).

Cette situation inquiétante a entraîné des retards à tous les niveaux, de l'enregistrement des dossiers à l'inscription au casier judiciaire. Ces retards ont aussi eu pour conséquence que des dossiers prêts à l'envoi devaient être retenus, en raison du dépôt d'un nouveau rapport de dénonciation ou d'une demande de reprise de force d'un autre canton. Cette charge est préoccupante pour le bien-être du personnel du Ministère public, procureurs¹ et collaborateurs ; le nombre d'heures supplémentaire de ceux-ci ont encore augmenté.

Pour juguler cette augmentation, le Ministère public a dû une nouvelle fois revoir des processus et il a pu obtenir provisoirement des forces de travail supplémentaires, par l'augmentation temporaire des taux d'activité de certains de ses collaborateurs. Ces adaptations se sont traduites dans les chiffres des liquidations : en 2023 le Ministère public a augmenté le nombre des procédures liquidées (+ 1254 unités) et en particulier celui des ordonnances pénales définitives (+ 1344 unités) lesquelles n'avaient jamais dépassé jusqu'ici la barre des 10000 décisions. Par ailleurs, le Ministère public est parvenu à contenir le nombre des dossiers pendants en fin d'année (- 20 unités) et à maintenir son haut taux de dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement (+ 0.37 points) à presque 60%.

La situation à venir demeure toutefois alarmante. Il y a d'abord les entrées en vigueur de la révision du code de procédure pénale² (01.01.2024), des nouvelles dispositions en matière d'infractions sexuelles (01.07.2024) et de la loi fédérale sur les faillites frauduleuses (01.01.2025). S'agissant du CPP le nouvel article 352a, qui obligera le Ministère public à auditionner tous les prévenus risquant une peine privative de liberté ferme (ou une révocation d'une pareille peine), devrait entraîner une explosion du nombre des auditions. D'autre part le Ministère public a connu en 2023 une forte augmentation tant de la petite délinquance issue notamment du foyer cantonal pour requérants d'asile de la Poya à Fribourg que des dénonciations en raison de l'obtention et/ou de l'utilisation frauduleuse de Crédits COVID-19, alors que les dossiers cyber ont suivi la même courbe ascendante.

Le Ministère public disposera à nouveau en 2024 de l'apport de quelques forces de travail supplémentaires de manière provisoire, jusqu'à l'attribution d'une nouvelle dotation en personnel, par la création d'une nouvelle cellule judiciaire qui lui est promise pour 2025. Il sait par ailleurs pouvoir compter sur une équipe de procureurs et de collaborateurs formidables qui s'investissent au quotidien dans leurs tâches pour livrer en quantité un travail de qualité. Le présent rapport est une occasion supplémentaire de leur rendre hommage et les remercier chaleureusement.

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement tous les genres.

² Ci-après CPP.

1.1.1.2 Le personnel

1.1.1.2.1 Les procureurs

Ressources en magistrats - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022	2023
Gasser Fabien	Procureur général	1	1	1
Bourquin Raphaël	Procureur général adjoint	1	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Procureure générale adjointe	1	1	1
Amara Stéphanie	Procureure	0.8	0.8	0.8
Aubry Julien (Schmutz Jean-Frédéric jusqu'au 30.04.2023)	Procureur	1	1	1
Barboni Philippe	Procureur	1	1	1
Bugnon Marc	Procureur	1	1	1
Chardonnens Sandrine	Procureure	1	1	1
Chassot Frédéric	Procureur	1	1	1
Christinaz Catherine	Procureure	0.8	1	1
Dieu Bach Christiana	Procureure	1	1	1
Genoud Patrick	Procureur	0.8	0.8	0.8
Hauser Liliane	Procureure	1	1	1
Hurni Sonja	Procureure	0.8	0.8	0.8
Moschini Laurent	Procureur	1	1	1
Total		14.2	14.4	14.4

Après presque 25 ans d'instruction pénale, comme juge d'instruction – dont un mandat de président de l'Office des juges d'instruction – puis comme procureur, Jean-Frédéric Schmutz a fait valoir à fin avril son droit à la retraite. Il est chaleureusement remercié pour son engagement et le Ministère public lui adresse ses meilleurs vœux pour cette nouvelle étape dans sa vie. Le Ministère public a accueilli dès juin son successeur en la personne de Julien Aubry, lequel exerçait déjà comme procureur dans le canton de Vaud ; il lui souhaite plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

Désignées procureures ad hoc, les greffières Yasemin Bayhan Nager et Sophie Moeschler ont remplacé efficacement en cours d'année 2023 les procureures Catherine Christinaz et Sandrine Chardonnens, en congés maternité. Le Ministère public leur exprime sa gratitude pour l'excellent travail réalisé.

En 2023, les procureurs ont occupé des fonctions d'enseignant ou de chargé de cours :

- > Philippe Barboni et Liliane Hauser auprès du Centre interrégional de formation de Police³ ;
- > Marc Bugnon auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg ;
- > Stéphanie Amara auprès de l'Institut et Haute Ecole de la Santé ;
- > Frédéric Chassot auprès de l'Ecole romande de la magistrature pénale⁴ pour le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale⁵.

Il convient aussi d'énumérer les mandats des procureurs dans des commissions et des groupes de travail :

³ ci-après CIFPol.

⁴ ci-après ERMP.

⁵ ci-après CAS MAP.

Commissions de la Conférence suisse des Ministères publics⁶ :

Groupe de travail crime organisé	Julien Aubry
Groupe de travail sécurité des magistrats	Catherine Christinaz
Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique	Christiana Dieu Bach
Groupe de travail fixation de la peine	Liliane Hauser

Commissions de la Conférence latine des procureurs⁷ :

COMINTEL	Frédéric Chassot
COMTRANS	Patrick Genoud
COMAMAL	Catherine Christinaz
COMASTUP	Philippe Barboni et Sonja Hurni
Crime organisé	Julien Aubry

Autres commissions ou groupes de travail extra-cantonaux :

Cellule romande de lutte contre le dopage	Laurent Moschini
Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT)	Catherine Christinaz
Groupe de travail « ordonnance sur les profils ADN » (fedpol)	Sandrine Chardonens
Groupe de travail « Cybercase »	Frédéric Chassot

Autres commissions ou groupes de travail cantonaux :

Commission cantonale des addictions Fondation latine « Projets pilotes-addictions » Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales Groupe de travail « dialogue santé-justice »	Philippe Barboni
Commission d'examen des candidats au barreau	Christiana Dieu Bach et Marc Bugnon

⁶ ci-après CMP (ex-Conférence des procureurs de Suisse, CPS).

⁷ ci-après CLP.

Commission cantonale contre la violence dans le couple Sounding Board Politique RH de l'Etat de Fribourg	Marc Bugnon
Groupe de travail « lutte contre les incivilités » Groupe d'expert de l'Unité de gestion des menaces ⁸	Christiana Dieu Bach
Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution Groupe de coordination cantonale LAVI Table ronde cantonale - mécanisme de coopération pour la lutte contre la traite des êtres humains	Catherine Christinaz
Groupe de travail avec la Police « Discrimination et haine à l'encontre de minorités LGBT+ »	Stéphanie Amara
Plateforme LCR	Laurent Moschini
Comité de l'Association fribourgeoise des magistrats	Sonja Hurni
Groupe de travail relatif au travail au noir Groupe de travail relatif à la nouvelle loi sur les manifestations publiques (suite aux GOA)	Patrick Genoud

1.1.1.2.2 La Direction du Ministère public

En 2023, le procureur général a rencontré à deux reprises chaque procureur lors de séances individuelles et formalisées. Il a conduit trois séances plénières des procureurs et convoqué 35 séances de direction. Des rencontres sous la forme d'une consultation orale des secrétaires sur les nouvelles applications informatiques (VOSTRA et EXPED) et d'une formation continue des collaborateurs (greffiers et secrétaires) sur les processus de travail ont aussi été organisées. Une information interne a en outre été assurée hebdomadairement au travers des actualités du site intranet du Ministère public.

A fin 2023, le Ministère public compte 36 directives (dont 25 publiées sur son site internet⁹). Deux directives publiées entreront encore en vigueur au 1^{er} janvier 2024 vu la révision du CPP, directives relatives à la fourniture de sûretés par la partie plaignante en cas de délits contre l'honneur et à l'audition obligatoire par le Ministère public lorsque le prononcé d'une peine privative de liberté sans sursis est envisagé.

En cours d'année, le Ministère public a été sollicité à 23 reprises pour se déterminer dans le cadre de consultations législatives fédérales ou cantonales ainsi que sur des questions de députés. Il a déposé des observations détaillées dans 9 cas ; pour le reste, considérant qu'il n'était pas directement concerné par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées, respectivement qu'elles lui convenaient pleinement, le Ministère public a renoncé à se déterminer.

En 2023, le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation¹⁰ s'est présenté aux collaborateurs du Ministère public. Ont également été proposées pour l'ensemble du personnel du Ministère public une mini-formation sur le langage simplifié et une formation Teams organisée par la Centre de compétences digitales des autorités

⁸ ci-après UGM.

⁹ www.fr.ch/mp.

¹⁰ ci-après SESPP.

judiciaires (JUS-TIC). Le procureur général a dispensé une formation spécifique sur le CPP aux nouveaux collaborateurs. Le Ministère public a en outre mis sur pied des formations sur l'activité des « agents exécutants » dans le cadre des recherches secrètes et sur le processus d'évaluation systématique des détenus au regard de leurs addictions, formations dispensées par des collaborateurs de la Police de sûreté respectivement du Service du médecin cantonal. Enfin, les procureurs et collaborateurs dédiés à la sécurité ont suivi une formation y relative auprès de la Police cantonale.

Le procureur général a consacré une énergie importante à la digitalisation de la justice, par la poursuite de ses engagements au profit de HIJP¹¹, de Justitia 4.0 et du programme fribourgeois e-Justice. Il s'agit ici d'une modification en profondeur qui atteindra toutes les autorités judiciaires d'ici à 2027.

Le procureur général demeure vice-président de la CMP. Dans ce cadre, il a notamment représenté cette institution durant l'assemblée de printemps de la CCDJP et il a participé à une rencontre entre une délégation de la CMP et la Conseillère fédérale Baume-Schneider. Ses autres engagements sont ceux mentionnés dans le rapport 2022 (COPI e-Justice, Commission informatique des autorités judiciaires, UGM et association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire). Il reste en outre compétent pour les affaires pénales concernant la police ou la magistrature et, en partage avec ses adjoints, les procédures sensibles. Il supervise les envois en conciliation et en médiation, avec le concours d'une secrétaire dédiée.

Il a pris part à une séance de la Conférence des préfets afin d'échanger sur la problématique des événements non autorisés et il a participé en tant qu'invité à l'assemblée générale de l'Association médiation Fribourg, lors de laquelle un retour d'expériences a été fait.

Il a pu échanger en décembre avec le Conseil d'Etat en vue de l'élaboration de la politique criminelle 2024-2027, qui sera finalisée en début d'année 2024.

Enfin, le procureur général a dispensé : une formation continue aux cadres des polices romandes en lien avec l'Institut suisse de police ; en compagnie de la procureure générale adjointe, une présentation du fédéralisme à une délégation de procureurs de Singapour, sur invitation du Ministère public de la Confédération ; ainsi que trois modules de formation en marge du DAS et du CAS en médiation. En décembre, il est encore intervenu comme conférencier lors de la journée de formation organisée par l'ordre des avocats fribourgeois

Pour sa part, la procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CMP et de la Commission « entraide et for » de la CLP. Sur le plan cantonal, elle est membre du Conseil de la magistrature ainsi que du groupe de travail « levées de corps » avec la Police cantonale, le Centre universitaire de médecine légale et l'association des médecins fribourgeois. Enfin, elle a donné des cours dans le cadre de l'association des avocats-stagiaires fribourgeois et elle a participé comme oratrice au camp germanophone « skilex » de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est président de la CLP, ainsi que membre de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, du Conseil cantonal de prévention et de sécurité (CCPS), de l'Analyse du pouvoir judiciaire, de Vigipol et de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie). Il fait également partie d'un groupe de travail qui règle les questions d'exécution (avec le SESPP), et d'un autre ayant pour vocation la mise en application du bracelet électronique. Il fonctionne comme personne de contact (SPOC) en matière de terrorisme. Il est l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise, de l'Ordre des avocats et de l'ERMP. Il fonctionne aussi comme intervenant pour le CAS MAP et le CAS en justice des mineurs. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

La greffière-chef Isabelle Chablais a pour tâche principale la gestion du personnel. Elle est également en charge de la gestion des dossiers envoyés en Préfecture pour conciliation et des dossiers envoyés pour médiation auprès de l'Association médiation Fribourg ou auprès de médiateurs indépendants. Le greffier-chef Raphaël Brenta a comme attribution principale la mise en place des processus métier, l'organisation de la formation, ainsi que la

¹¹ Programme d'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale.

communication interne et externe. Il représente le Ministère public au sein de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et de la plateforme LCR, il est membre du groupe de travail des Ministères publics romands dédié à la formation des interprètes, et il intervient comme enseignant dans la formation « Prévenir les risques et gérer la violence » à l'attention des collaborateurs de l'Etat de Fribourg, la greffière Michèle Stritt dispensant le cours en allemand de cette formation. Enfin, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis est responsable de l'administration générale et du service comptable, il est aussi membre du bureau informatique des autorités judiciaires¹² ainsi que du COSPEC (comité spécialisé, comme « ambassadeur »), ainsi que du COPIL de la commission de bâtisse de la Caisse de prévoyance de l'Etat ; il participe également aux travaux de développement des projets e-Justice et, avec Raphaël Brenta, de la plateforme constituée dans le cadre du projet de transmission numérique des plaintes des TPF avec HIJP. Enfin, il est correspondant « santé et sécurité au travail » (SST) pour le Ministère public.

En cours d'année, le Ministère public s'est aussi présenté aux gendarmes en formation auprès du CIFPol et il a également collaboré à la journée « futur en tous genres » organisée par la Police cantonale.

Finalement, en 2023, le greffier-chef Raphaël Brenta et la greffière Murielle Decurtins ont poursuivi leur activité de porte-parole du Ministère public. Ils ont ainsi répondu aux sollicitations des médias (165 en 2023 contre 154 en 2022), et ils ont rédigé et diffusé cinq communiqués de presse (quatre en 2022). Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 58 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes (47 en 2022). Enfin, le greffier-chef est membre de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP/SKIS).

1.1.1.2.3 Les collaborateurs (greffe et secrétariat)

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022	2023
Total EPT Greffiers (postes permanents)	16.5	15.6 ¹³	15.6
Total EPT Conseiller économique	0.8	1.3	1.3
Total EPT Stagiaires juristes	5	5	5
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	18.4	18	18.5
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	2	2	3
Total	42.7	41.9	43.4

En 2023, le Ministère public a fait engager comme secrétaires Claudia Schaller et Cosette Roulin (ancienne apprentie du Ministère public qui a brillamment réussi ses examens de CFC en juillet 2023), ainsi que comme greffiers Tristan Aebischer, Leyla Seewer et Victoria Malecki. Il a aussi engagé une nouvelle apprentie de 3ème année, Ana Filipa Paixao Simoes, et une stagiaire pré-HEG Yolanda Arcovio. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois et deux étudiants universitaires pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire. Il a mis au surplus sur pied des stages d'un jour dont ont bénéficié sept aspirants CIFPol de la Police de sûreté et deux gendarmes en formation (PeF).

Deux greffiers ont suivi en 2023 la formation CAS MAP et quatre secrétaires les cours de droit dispensés dans le cadre du CIFPol.

¹² Ci-après BIAJ

¹³ En 2020 et 2021, le rapport mentionnait un poste de greffier non permanent obtenu sur un budget extraordinaire.

1.1.1.2.4 Le service comptable

En 2023, le service comptable du Ministère public a accordé 2240 (3179 en 2022¹⁴) paiements par acomptes, il a effectué 5263 (4444) rappels et 1142 (1128) rappels de solde, il a requis 351 (381) poursuites et il a traité 3566 (2651) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2023 à CHF 7555758.07 (CHF 7425250.79) alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7663000.00 (idem). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende, il s'est établi à CHF 1184888.18 (CHF 1126374.39). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2023 104716 (93664) écritures.

1.1.1.3 Divers

Les mises en fonction de plusieurs projets informatiques ont occupé le Ministère public en 2023.

Dans l'ordre, il a accédé à une nouvelle version informatisée du casier judiciaire VOSTRA. Pour pouvoir bénéficier de cet accès, les collaborateurs du Ministère public ont dû suivre une formation soutenue en ligne. La nouvelle ordonnance sur le casier judiciaire a en outre réduit le délai d'enregistrement de l'ordonnance pénale à 10 jours ouvrables dès la constatation de son entrée en force. E-justice a par ailleurs mis à disposition des autorités du pouvoir judiciaire la méthode Exped, qui permet la mise sous pli et l'envoi centralisés des courriers. Le Ministère public ne fait toutefois qu'un usage réduit de cette solution dès lors qu'elle ne permet pas, pour l'envoi de courriers en recommandé, leur suivi dans l'application TV3. De plus, e-Justice propose depuis l'automne une solution de transfert des extraits de preuves numériques désignée Proofbox, actuellement limitée entre d'une part la Police cantonale et d'autre part le Ministère public, le Tribunal des mineurs ainsi que le Tribunal des mesures de contrainte, mais qui sera à brève échéance élargie aux Tribunaux d'arrondissement et au Tribunal cantonal. En outre, avec le précieux concours de HIJP et des TPF, le Ministère public participe au développement d'un projet de transmission numériques des plaintes déposées par l'entreprise de transport, plaintes qui ne devront ainsi plus être ressaisies dans la base de données Tribuna du Ministère public. Enfin, des réflexions débutent au Ministère public sur l'enregistrement des auditions et sa retranscription automatisée, en collaboration avec le BIAJ et e-Justice. A ces avancées informatiques s'est ajoutée une remise à niveau du matériel de visioconférence dans les quatre salles d'audition et la salle modulable de conférence.

Sous la conduite du Service des bâtiments, le Ministère public et le propriétaire des locaux, la SI La Grenette, étudient la réalisation d'une rampe entre l'actuel garage de la Police de sûreté et l'étage des salles d'audition du Ministère public. Cette rampe permettra d'assurer l'accès aux personnes à mobilité réduite et un accès mieux sécurisé pour les détenus.

Depuis décembre 2023, à l'unanimité des procureurs, le Ministère public a réintroduit les spécialisations. Abandonnées un temps au profit de procureurs de référence pour parvenir à une meilleure efficacité qui ne s'est pas réalisée, les spécialisations existent à nouveau pour les infractions économiques et contre la loi fédérale sur les stupéfiants. La qualité de référent a en revanche été maintenue pour les infractions contre l'intégrité sexuelle et en lutte contre la traite d'êtres humains.

1.1.1.4 Défis et perspectives

Confronté à une charge de travail inégalee et sans bénéficier de la dotation en personnel qu'il avait espérée dès 2024, le Ministère public n'accueille pas la révision de dispositions du CPP dans les meilleures conditions. L'audition

¹⁴ Le chiffre entre parenthèses renvoie toujours à l'année 2022 dans ce chapitre.

obligatoire des prévenus risquant une peine privative de liberté sans sursis aura un impact sur la durée des procédures ; estimée à plus de 250 auditions supplémentaires par année, l'introduction de l'art. 352a CPP alourdira aussi les permanences. Au nombre des dispositions nouvellement introduites, on retiendra encore l'art. 318 CPP, qui oblige dès janvier 2024 à contacter tous les lésés potentiels avant de rendre une ordonnance pénale, et l'art. 353 CPP qui demande au Ministère public de cesser un renvoi systématique au juge civil des conclusions civiles pour statuer dans la mesure du possible sur celles-ci.

Ces changements s'inscrivent dans un contexte déjà largement défavorable à une conduite simple et efficace des procédures d'instruction, un contexte qui privilégie un large usage du principe *in dubio pro duriore* et qui complexifie la procédure de mise et de levée des scellés. Et c'est sans compter les changements légaux à venir, avec l'entrée en vigueur en juillet 2024 des nouvelles dispositions sur les infractions sexuelles qui introduiront un nouveau paradigme avec la notion d'état de sidération pour les cas de contrainte sexuelle ou de viol, ou avec l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les faillites abusives en janvier 2025 qui obligera les offices des faillites à dénoncer tous les cas suspects.

En parallèle, les projets informatiques et l'introduction dans les quatre ans du dossier judiciaire électronique se poursuivent tout en sollicitant grandement les procureurs et collaborateurs du Ministère public. Face à autant de défis, le Ministère public se doit d'avancer pas à pas, en développant puis après les avoir éprouvés en confirmant ou en adaptant ses processus, mais en gardant au centre de ses préoccupations l'être humain, qu'il soit un membre de son personnel ou un justiciable.

1.1.2 Partie statistique

1.1.2.1 En général

	2021	2022	2023
Procédures pendantes au 01.01.	4594	4547	5277
Procédures enregistrées ¹⁵ durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	13917	15283	16188
Liquidations durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	14127	14699	15953
Procédures pendantes au 31.12.	4547	5277	5257
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ¹⁶	646	790	842

1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

1.1.2.2.1 Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2021	2022	2023
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	13903	15272	16176
Procédures du TPM avec participation des procureurs des mineurs	5	5	4
Procédures du juge d'application des peines ¹⁷	9	6	8
Total	13917	15283	16188

	2021	2022	2023
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12506	13672	14441
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1411	1611	1747

	2021	2022	2023
Procédures enregistrées en français	11975 (86.04%)	13062 (85.47%)	14047 (86.77%)
Procédures enregistrées en allemand	1942 (13,96%)	2221 (14.53%)	2141 (13.23%)

1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2021	2022	2023
en instruction (sous la compétence du procureur)	4370	5064	5031
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	177	213	226
Total	4547	5277	5257

¹⁵ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

¹⁶ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

¹⁷ Ci-après JAP.

1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2021	2022	2023
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	646 (dont 83 suspendues)	790 (dont 87 suspendues)	842 (dont 116 suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2023, de l'année :

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
2	2	8	13	20	31	50	69	158	489	842

1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.2.3.1 En général

	2021	2022	2023
Ordonnances de non entrée en matière	1651	1547	1560
dont les cas de levée de corps	154	149	159
Ordonnances de suspension	894	945	1083
Ordonnances de classement	919	826	835
Ordonnances pénales	8669	9398	10724
Actes d'accusation	493	406	358
Confiscations indépendantes	0	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	17	11	6
Décisions de dessaisissement	615	702	838
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	3	1	7
Décisions de renvoi à la Police cantonale	263	273	283
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2794	2651	3566
Commissions rogatoires nationales	32	23	32
Commissions rogatoires internationales	74	115	110
Classements sans suite	91	114	117

1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2021	2022	2023
Ordonnances pénales définitives	8296	8949	10293
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	373	449	431
Total	8669	9398	10724

1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2021	2022	2023
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	285	232	215
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	93	78	55
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	4	8	1
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	4	6	5
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	106	82	82
	1	0	0
Total	493	406	358

1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2021	2022	2023
Ordonnances du JAP			
Ordonnances JAP définitives	17	11	6
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0	0
Total	17	11	6

1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2021	2022	2023
0 à 1 mois	25.05%	16.29%	16.8%
1 à 2 mois	23.92%	24.16%	26.83%
2 à 3 mois	13.06%	19.08%	16.27%
3 à 6 mois	21.84%	25.28%	23.8%
6 à 12 mois	10.93%	10.26%	11.55%
12 à 18 mois	2.91%	2.78%	2.57%
18 à 24 mois	0.94%	0.93%	0.9%
24 à 36 mois	0.65%	0.69%	0.64%
Plus de 36 mois	0.70%	0.53%	0.64%

1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions¹⁸

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2021	2022	2023
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	13	16	21
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	11	14	16
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	776	976	1202
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	75	58	69
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2236	2394	3170
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	104	147	211
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	17	33	29
Autres infractions du code pénal	3367	3435	4123
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4428	4977	4757
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1095	1095	1562
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	918	976	1135
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2267	2762	3658
Autres infractions à d'autres lois spéciales ¹⁹	2850	2831	3512
Infractions « Covid-19 »	429	54	---

1.1.2.4 Détention provisoire

	2021	2022	2023
Nombre de personnes en détention provisoire	242	197	211
Nombre de jours de détention	20106	22444	17249

1.1.2.5 Recours

Recours interjetés par les procureurs	2021	2022	2023
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	14	5
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	4	12

1.1.2.6 Défenseurs

	2021	2022	2023
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit,	371	404	367
dont selon le tournus	49	50	40

¹⁸ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

¹⁹ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

1.1.2.7 Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des	2021	2022	2023
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	0	1	0
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	0	0	7

Annexe

1.1.3 Tableaux statistiques

	2021	2022	2023
Procédures enregistrées	13917	15283	16188
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12506	13672	14441
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1411	1611	1747
Procédures enregistrées en français	11975	13062	14047
Procédures enregistrées en allemand	1942	2221	2141
Procédures enregistrées et ordinaires	13903	15272	16176
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5	5	4
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	9	6	8

	2021	2022	2023
Procédures pendantes	4370	5277	5257
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	177	213	226

	2021	2022	2023
Ordonnances de non entrée en matière	1651	1547	1560
Ordonnances de classement	919	826	835
Ordonnances de suspension	894	945	1083
Confiscations indépendantes	0	0	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	618	703	845
Commissions rogatoires nationales	32	23	32
Commissions rogatoires internationales	74	115	110
Ordonnances pénales définitives	8296	8949	10293
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	373	449	431
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2794	2651	3566

	2021	2022	2023
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	285	232	215
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	93	78	55
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	4	8	1
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	4	6	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée	107	82	82

	2021	2022	2023
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	17	11	6
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0	0	0

	2021	2022	2023
Nombre de personnes en détention provisoire	242	197	211
Nombre de jours de détention	20106	22444	17249

	2021	2022	2023
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	14	5
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	4	12

	2021	2022	2023
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	0	1	0
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	0	0	7

Fribourg, le 24 janvier 2024

Fabien Gässer
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2023

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Die Staatsanwaltschaft zeichnet ein düsteres Bild für das Jahr 2023 hinsichtlich der Arbeitsbelastung. Die Zahlen sprechen für sich: Die Staatsanwaltschaft erfuhr 2023 einen starken Anstieg der Anzahl der verzeichneten Verfahren (+ 905 Einheiten) und überschritt zum ersten Mal in ihrer Geschichte die Zahl von 16000 Fällen. Obwohl die Zahl der Hafttage zurückging (17249 im Jahr 2023 gegenüber 22444 im Jahr 2022), stieg die Zahl der Inhaftierten an (+ 14 Inhaftierte).

Diese besorgniserregende Situation führte auf allen Ebenen zu Verzögerungen: von der Registrierung der Dossiers bis zur Eintragung ins Strafregister. Diese Verzögerungen führten auch dazu, dass versandbereite Verfügungen zurückgehalten werden mussten, weil ein neuer Anzeigebericht eingereicht oder eine Gerichtsstandanfrage eines anderen Kantons gestellt wurde. Diese Belastung ist für das Wohl des Personals der Staatsanwaltschaft – Staatsanwälte²⁰ sowie Mitarbeitende – bedenklich; die Zahl ihrer Überstunden ist weiter gestiegen.

Um diesen Anstieg zu bewältigen, musste die Staatsanwaltschaft erneut Abläufe überarbeiten und konnte vorübergehend zusätzliche Arbeitskräfte gewinnen, indem sie die Arbeitspensen einiger ihrer Mitarbeitenden vorübergehend erhöhte. Diese Anpassungen spiegelten sich in den Erledigungszahlen wider: Im Jahr 2023 konnte die Staatsanwaltschaft die Zahl der erledigten Verfahren (+ 1254 Einheiten) und insbesondere die Zahl der rechtskräftigen Strafbefehle (+ 1344 Einheiten) erhöhen, die bis dahin noch nie die 10000er-Marke überschritten hatten. Ausserdem gelang es der Staatsanwaltschaft, die Anzahl der am Jahresende hängigen Verfahren zu reduzieren (-20 Einheiten) und die hohe Quote der Fälle, die innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigt wurden (+0.37 Punkte), bei fast 60% zu halten.

Die künftige Lage bleibt jedoch alarmierend. Zum einen ist die Revision der Strafprozessordnung²¹ (01.01.2024) in Kraft getreten, zum anderen folgen die neuen Bestimmungen zum Sexualstrafrecht (01.07.2024) und das Bundesgesetz über die Bekämpfung des missbräuchlichen Konkurses (01.01.2025). In der StPO wird der neue Art. 352a, der die Staatsanwaltschaft verpflichtet, alle Beschuldigten zu vernehmen, denen eine unbedingte Freiheitsstrafe (oder der Widerruf einer solchen Strafe) droht, vermutlich zu einer markanten Zunahme von Einvernahmen führen. Ferner verzeichnete die Staatsanwaltschaft 2023 einen starken Anstieg sowohl der Kleinkriminalität, die insbesondere aus dem kantonalen Asylzentrum La Poya in Freiburg stammt, der Anzeigen wegen des Erhalts und/oder der betrügerischen Verwendung von COVID-19-Krediten als auch der Fälle von Cyberkriminalität.

Die Staatsanwaltschaft wird im Jahr 2024 vorübergehend wieder über einige zusätzliche Arbeitskräfte verfügen, bis eine neue, für 2025 zugesagte Personalzuweisung durch die Schaffung einer neuen Einheit erfolgt. Sie kann sich überdies auf ein grossartiges Team aus Staatsanwälten sowie Mitarbeitenden verlassen, die sich täglich für ihre Aufgaben einsetzen, um eine quantitativ grosse und qualitativ hochwertige Arbeit abzuliefern. Der vorliegende Bericht ist eine weitere Gelegenheit, diesen unermüdlichen Einsatz zu würdigen und dem Personal herzlich zu danken.

²⁰ Die männlichen Bezeichnungen in diesem Bericht beziehen sich unterschiedslos auf alle Geschlechter.

²¹ Nachfolgend StPO.

1.1.1.2 Das Personal

1.1.1.2.1 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Ressourcen Magistratspersonen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022	2023
Gasser Fabien	Generalstaatsanwalt	1	1	1
Bourquin Raphaël	Stellvertretender Generalstaatsanwalt	1	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Stellvertretende Generalstaatsanwältin	1	1	1
Amara Stéphanie	Staatsanwältin	0.8	0.8	0.8
Aubry Julien (Schmutz Jean-Frédéric bis zum 30.04.2023)	Staatsanwalt	1	1	1
Barboni Philippe	Staatsanwalt	1	1	1
Bugnon Marc	Staatsanwalt	1	1	1
Chardonrens Sandrine	Staatsanwältin	1	1	1
Chassot Frédéric	Staatsanwalt	1	1	1
Christinaz Catherine	Staatsanwältin	0.8	1	1
Dieu Bach Christiana	Staatsanwältin	1	1	1
Genoud Patrick	Staatsanwalt	0.8	0.8	0.8
Hauser Liliane	Staatsanwältin	1	1	1
Hurni Sonja	Staatsanwältin	0.8	0.8	0.8
Moschini Laurent	Staatsanwalt	1	1	1
Total		14.2	14.4	14.4

Nach fast 25 Jahren Tätigkeit in der Strafuntersuchung, sowohl als Untersuchungsrichter – darunter eine Amtszeit als Präsident des Untersuchungsrichteramtes – als auch als Staatsanwalt, trat Jean-Frédéric Schmutz Ende April in den Ruhestand. Für seinen Einsatz wird ihm herzlich gedankt und die Staatsanwaltschaft wünscht ihm alles Gute für den neuen Lebensabschnitt. Im Juni wurde Julien Aubry, der bereits im Kanton Waadt als Staatsanwalt tätig war, als sein Nachfolger begrüsst; die Staatsanwaltschaft wünscht ihm viel Erfolg bei der Ausübung seines neuen Amtes.

Die zu Ad-hoc-Staatsanwältinnen ernannten Gerichtsschreiberinnen Yasemin Bayhan Nager und Sophie Moeschler haben im Laufe des Jahres 2023 die Staatsanwältinnen Catherine Christinaz und Sandrine Chardonrens, die sich im Mutterschaftsurlaub befanden, effizient ersetzt. Die Staatsanwaltschaft dankt ihnen für ihre ausgezeichnete Arbeit.

Die Staatsanwälte haben 2023 weiterhin als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > Philippe Barboni und Liliane Hauser beim interregionalen Polizei-Ausbildungszentrum;²²
- > Marc Bugnon beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg;
- > Stéphanie Amara beim «Institut et Haute Ecole de la Santé»;
- > Frédéric Chassot bei der «Ecole romande de la magistrature pénale»²³ für das Certificate of Advanced Studies in der Magistrature pénale.²⁴

Ebenfalls aufzuführen sind die Mandate der Staatsanwälte in Ausschüssen und Arbeitsgruppen:

²² Nachfolgend IPAZ.

²³ Nachfolgend ERMP.

²⁴ Nachfolgend CAS MAP.

Kommission der Schweizerische Staatsanwaltschaftskonferenz:²⁵

Arbeitsgruppe Organisierte Kriminalität	Julien Aubry
Arbeitsgruppe Sicherheit von Magistratspersonen	Catherine Christinaz
Arbeitsgruppe Psychiatrie und Rechtsmedizin	Christiana Dieu Bach
Arbeitsgruppe Strafzumessung	Liliane Hauser

Kommission der «Conférence latine des procureurs»:²⁶

COMINTEL	Frédéric Chassot
COMTRANS	Patrick Genoud
COMAMAL	Catherine Christinaz
COMASTUP	Philippe Barboni und Sonja Hurni
Organisierte Kriminalität	Julien Aubry

Weitere ausserkantonale Kommissionen oder Arbeitsgruppen:

Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings	Laurent Moschini
Direktionsbüro der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM)	Catherine Christinaz
Arbeitsgruppe DNA-Profil-Verordnung (fedpol)	Sandrine Chardonens
Arbeitsgruppe «Cybercase»	Frédéric Chassot

Weitere kantonale Kommissionen oder Arbeitsgruppen:

Kommission für Suchtfragen Stiftung der lateinischen Schweiz «Pilotprojekte – Sucht» Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichen Fehlverhalten Arbeitsgruppe «Gesundheits- und Justizdialog»	Philippe Barboni
Anwaltsprüfungskommission	Christiana Dieu Bach et Marc Bugnon
Kantonale Kommission gegen Gewalt in Paarbeziehungen Sounding Board HR-Politik des Staates Freiburg	Marc Bugnon

²⁵ Nachfolgend SSK.

²⁶ Nachfolgend CLP.

Arbeitsgruppe «Bekämpfung von ungesittetem Verhalten» Expertengruppe der Einheit Bedrohungsmanagement ²⁷	Christiana Dieu Bach
Kantonale beratende Kommission im Bereich der Prostitution Kantonale Koordinationsgruppe OHG Kantonaler Runder Tisch – Zusammenarbeit zur Bekämpfung des Menschenhandels	Catherine Christinaz
Arbeitsgruppe mit der Polizei «Diskriminierung und Hass gegen LGBT+ Minderheiten»	Stéphanie Amara
Plattform SVG	Laurent Moschini
Vorstand der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter	Sonja Hurni
Arbeitsgruppe zur Schwarzarbeit Arbeitsgruppe zum neuen Gesetz über öffentliche Veranstaltungen (infolge der Goa-Partys)	Patrick Genoud

1.1.1.2.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Im Jahr 2023 hat sich der Generalstaatsanwalt zweimal mit jeder Staatsanwältin und jedem Staatsanwalt zu individuellen und formalisierten Sitzungen getroffen. Er leitete drei Plenarsitzungen der Staatsanwälte und berief 35 Direktionssitzungen ein. Ausserdem wurden Treffen in Form von mündlichen Beratungen der Sekretärinnen zu neuen IT-Anwendungen (VOSTRA und EXPED) und Weiterbildungen der Mitarbeitenden (Gerichtsschreiber und Sekretärinnen) zu Arbeitsprozessen organisiert. Darüber hinaus erfolgte wöchentlich eine interne Information über die News auf der Intranetseite der Staatsanwaltschaft.

Ende 2023 verfügt die Staatsanwaltschaft über 36 Richtlinien (von denen 25 auf ihrer Website veröffentlicht sind²⁸). Zwei veröffentlichte Richtlinien werden aufgrund der Revision der StPO noch am 1. Januar 2024 in Kraft treten, nämlich die Richtlinien über die Sicherheitsleistung durch die Privatklägerschaft bei Ehrverletzungsdelikten und die obligatorische Einvernahme durch die Staatsanwaltschaft, wenn die Verurteilung zu einer unbedingten Freiheitsstrafe in Betracht gezogen wird.

Im Laufe des Jahres wurde die Staatsanwaltschaft 23 Mal gebeten, sich im Rahmen von eidgenössischen oder kantonalen Gesetzesberatungen sowie zu Fragen von Abgeordneten zu äussern. In 9 Fällen reichte sie eine detaillierte Stellungnahme ein. In den übrigen Fällen verzichtete die Staatsanwaltschaft auf eine Stellungnahme, da sie der Ansicht war, dass die neuen Bestimmungen oder die vorgeschlagenen Änderungen keine Folgen für sie haben würden, oder weil sie mit diesen voll und ganz einverstanden war.

Im Jahr 2023 stellte sich das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe²⁹ den Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft vor. Ausserdem wurden allen Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft eine Mini-Schulung über leichte Sprache und eine Teams-Schulung angeboten, die von der Fachstelle für Digitalkompetenz (JUS-TIC) für die Gerichtsbehörden organisiert wurde. Der Generalstaatsanwalt hielt für neue Mitarbeitende eine Sonderschulung über die StPO ab. Die Staatsanwaltschaft organisierte zudem Schulungen über die Tätigkeit der «ausführenden Beamten» im Rahmen verdeckter Ermittlungen und über den Prozess der systematischen Beurteilung von Inhaftierten bezüglich ihres Suchtverhaltens, die von Mitarbeitenden der Sicherheitspolizei bzw. des Kantonsarztsamts durchgeführt wurden.

²⁷ Nachfolgend EBM.

²⁸ www.fr.ch/sta.

²⁹ Nachfolgend JVBHA.

Schliesslich nahmen Staatsanwälte und Mitarbeitende, die sich mit der Sicherheit befassen, an einer diesbezüglichen Schulung bei der Kantonspolizei teil.

Der Generalstaatsanwalt widmete der Digitalisierung der Justiz viel Energie, indem er sich weiterhin für HIS³⁰, Justitia 4.0 und das Freiburger Programm e-Justice engagierte. Es handelt sich hierbei um eine weitreichende Veränderung, die bis 2027 alle Justizbehörden betreffen wird.

Der Generalstaatsanwalt bleibt stellvertretender Vorsitzender der SSK. In diesem Rahmen vertrat er die Institution während der Frühjahrsversammlung der KKJPD und nahm an einem Treffen einer Delegation der SSK mit Bundesrätin Baume-Schneider teil. Seine weiteren Engagements sind jene, die im Bericht 2022 erwähnt werden (COPIIL e-Justice, Informatikkommission für die Gerichtsbehörden, EBM und Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter). Er ist weiterhin für Strafsachen zuständig, welche die Polizei oder die Richterschaft betreffen, sowie gemeinsam mit seiner Stellvertreterin und seinem Stellvertreter für sensible Verfahren. Er beaufsichtigt die Schlichtungs- und Mediationsverfahren mit Unterstützung einer dafür zuständigen Sekretärin.

Er nahm an einer Sitzung der Oberamtspersonenkonferenz teil, um sich über die Problematik nicht bewilligter Veranstaltungen auszutauschen, und war Gast an der Generalversammlung des Vereins Mediation Freiburg, bei der ein Erfahrungsaustausch stattfand.

Im Dezember konnte er sich mit dem Staatsrat im Hinblick auf die Ausarbeitung der Kriminalpolitik 2024-2027 austauschen, die Anfang 2024 abgeschlossen sein wird.

Schliesslich erteilte der Generalstaatsanwalt folgende Kurse/Weiterbildungen: eine Weiterbildung für die Führungskräfte der Westschweizer Polizei in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Polizei-Institut; zusammen mit der stellvertretenden Generalstaatsanwältin eine Präsentation über den Föderalismus für eine Delegation von Staatsanwälten aus Singapur auf Einladung der Bundesanwaltschaft; sowie drei Schulungsmodule im Rahmen des DAS und CAS in Mediation. Im Dezember trat er auch an einem vom Freiburger Anwaltsverband organisierten Schulungstag als Referent auf.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Mitglied der Kommission für Wirtschaftskriminalität (WIKRI) der SSK und der Kommission «Rechtshilfe und Gerichtsstand» der CLP. Auf kantonaler Ebene ist sie Mitglied des Justizrates, der Arbeitsgruppe «Leichenhebungen» mit der Kantonspolizei, dem Universitätszentrum für Rechtsmedizin in Lausanne und der Vereinigung der Freiburger Ärzte. Schliesslich hielt sie Kurse im Rahmen der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten und nahm als Referentin am deutschsprachigen Seminar «Skilex» der rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg teil.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Vorsitzender der CLP sowie Mitglied der beratenden Kommission für bedingte Straffentlassung und Abklärung der Gemeingefährlichkeit, des kantonalen Rates für Prävention und Sicherheit (KRPS), der Analyse der Justiz, von Vigipol und von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Sicherheitspolizei und Gendarmerie). Er ist auch Mitglied einer Arbeitsgruppe, die sich mit Vollstreckungsfragen befasst (zusammen mit dem JVBHA), und einer weiteren Gruppe, die sich mit der Umsetzung der elektronischen Fussfessel befasst. Er fungiert als Kontaktperson (SPOC) für Terrorismusfragen. Er ist weiterhin der Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Freiburger Kantonspolizei, dem Freiburger Anwaltsverband und der ERMP und unterrichtet auch für das CAS MAP und das CAS in Jugendgerichtsbarkeit. Schliesslich ist er auch als Dozent für das IPAZ tätig und nimmt an dessen fiktiven Prozessen teil.

Die Hauptaufgabe der Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais ist die Personalverwaltung. Sie ist auch für die Verwaltung der Verfahren zuständig, die zur Schlichtung an die Oberämter geschickt werden, sowie für die Verfahren, die zur Mediation an den Verein Mediation Freiburg oder an unabhängige Mediatorinnen und Mediatoren geschickt werden. Der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta ist hauptsächlich für die Einführung von Geschäftsprozessen, die Organisation von Schulungen sowie die interne und externe Kommunikation zuständig. Er vertritt die Staatsanwaltschaft in der von der Kantonspolizei eingesetzten «Gerichtskommission» und in der SVG-Plattform, ist Mitglied der Arbeitsgruppe der Westschweizer Staatsanwaltschaften, die sich mit der Ausbildung von

³⁰ Programm zur Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz.

Dolmetschern befasst, und unterrichtet in der Schulung «Prävention von Risiken und Umgang mit Gewalt» für die Mitarbeitenden des Staates Freiburg, wobei die Gerichtsschreiberin Michèle Stritt den deutschsprachigen Teil dieser Schulung übernimmt. Schliesslich ist Kanzleichef Mathieu Chappuis für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltung zuständig und Mitglied des Informatikbüros der Justizbehörden³¹, des COSPEC (Fachausschuss, als «Botschafter») sowie des COPIL der Baukommission der Pensionskasse des Staates. Er beteiligt sich auch an der Entwicklung der e-Justice-Projekte und, zusammen mit Raphaël Brenta, an der Plattform, die im Rahmen des Projekts zur digitalen Übermittlung von Anzeigen der TPF mit HIS eingerichtet wurde. Schliesslich ist er Korrespondent für Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz (SST) für die Staatsanwaltschaft.

Im Laufe des Jahres stellte sich die Staatsanwaltschaft auch den Auszubildenden beim IPAZ vor und arbeitete an dem von der Kantonspolizei organisierten «nationalen Zukunftstag» mit.

Schliesslich setzten der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins im Jahr 2023 ihre Tätigkeit als Sprecher der Staatsanwaltschaft fort. Sie beantworteten Medienanfragen (165 im Jahr 2023 gegenüber 154 im Jahr 2022) und verfassten und veröffentlichten fünf Medienmitteilungen (vier im Jahr 2022). Durch die Gerichtsschreiber Serge Molliet und Aline Frossard organisierte die Staatsanwaltschaft 58 Einsichtnahmen durch Medienschaffende in Verfügungsordner (47 im Jahr 2022). Schliesslich ist der Chefgerichtsschreiber Mitglied der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (CCCMP/SKIS).

1.1.1.2.3 Die Mitarbeitenden (Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2021	2022	2023
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	16.5	15.6 ³²	15.6
Total VZÄ Wirtschaftsberater/in	0.8	1.3	1.3
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	5	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	18.4	18	18.5
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	2	3
Total	42.7	41.9	43.4

Im Jahr 2023 stellte die Staatsanwaltschaft Claudia Schaller und Cosette Roulin (ehemalige Auszubildende der Staatsanwaltschaft, die im Juli 2023 ihr EFZ-Examen erfolgreich absolvierte) als Sekretärinnen sowie Tristan Aebischer, Leyla Seewer und Victoria Malecki als Gerichtsschreiber ein. Ausserdem stellte sie eine neue Auszubildende im dritten Jahr, Ana Filippa Paixao Simoes, und eine vor-HSW-Praktikantin, Yolanda Arcovio, ein. Im Laufe des Jahres nahm die Staatsanwaltschaft zehn Post-Master-Juristinnen und -Juristen für ein sechsmonatiges Praktikum als Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sowie zwei Universitätsstudierende für ein zweimonatiges Praktikum im Rahmen ihrer Seminararbeit auf. Darüber hinaus wurden eintägige Praktika organisiert, die sieben IPAZ-Anwärtern der Sicherheitspolizei und zwei Polizisten in Ausbildung (PiA) ermöglicht wurden.

Zwei Gerichtsschreiber nahmen 2023 an der CAS MAP-Ausbildung teil und vier Sekretärinnen an den Rechtskursen im Rahmen des IPAZ.

³¹ Nachfolgend BIAJ.

³² In den Jahren 2020 und 2021 erwähnte der Bericht eine befristete Stelle als Gerichtsschreiber, die aus einem ausserordentlichen Budget finanziert wurde.

1.1.1.2.4 Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahr 2023 gewährte der Buchhaltungsdienst der Staatsanwaltschaft 2240 (3179 im Jahr 2022³³) Ratenzahlungen, erstellte 5263 (4444) Mahnungen und 1142 (1128) Saldomahnungen, beantragte 351 (381) Betreibungen und verarbeitete 3566 (2651) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beläuft sich für das Jahr 2023 auf CHF 7555758.07 (7425250.79), während er mit CHF 7663000.00 (idem) budgetiert war. Der durch die Umwandlung von Bussen eingenommene Betrag belief sich auf CHF 1184888.18 (1126374.39). Die Buchhaltungsabteilung verbuchte im Jahr 2023 104716 (93664) Buchungen.

1.1.1.3 Verschiedenes

Die Inbetriebnahmen mehrerer IT-Projekte beschäftigten die Staatsanwaltschaft im Jahr 2023.

Der Reihe nach erhielt sie Zugang zu einer neuen elektronischen Version des Strafregisters VOSTRA, wofür die Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft eine ausführliche Online-Schulung absolvieren mussten. Die neue Verordnung über das Strafregister verkürzte ausserdem die Frist für die Eintragung des Strafbefehls auf 10 Werktage nach Eintritt der Rechtskraft. E-Justice hat den Justizbehörden auch die Exped-Methode zur Verfügung gestellt, die das zentrale Versenden von Briefen ermöglicht. Die Staatsanwaltschaft nutzt diese Lösung jedoch nur in begrenztem Umfang, da sie bei eingeschriebenen Briefen nicht die Nachverfolgung in der TV3-Anwendung ermöglicht. Zudem bietet e-Justice seit Herbst eine Lösung für die Übermittlung von digitalen Beweisauszügen namens Proofbox an, die derzeit auf die Kantonspolizei einerseits und die Staatsanwaltschaft, das Jugendgericht und das Zwangsmassnahmengericht andererseits beschränkt ist, aber in Kürze auch auf die Bezirksgerichte und das Kantonsgericht ausgeweitet werden soll. Darüber hinaus beteiligt sich die Staatsanwaltschaft mit der wertvollen Unterstützung der HIS und TPF an der Entwicklung eines Projekts zur digitalen Übermittlung von Anzeigen des Transportunternehmens, die dann nicht mehr in die Tribuna-Datenbank der Staatsanwaltschaft eingegeben werden müssen. Schliesslich wird bei der Staatsanwaltschaft in Zusammenarbeit mit dem BIAJ und e-Justice über die Aufzeichnung von Einvernahmen und deren automatische Transkription nachgedacht. Zusätzlich zu diesen IT-Fortschritten wurde die Ausrüstung für Videokonferenzen in den vier Einvernahmesälen und dem modulierbaren Konferenzraum auf den neuesten Stand gebracht.

Unter der Leitung des Hochbauamtes prüfen die Staatsanwaltschaft und der Eigentümer der Räumlichkeiten, die SI La Grenette, den Bau einer Rampe zwischen der derzeitigen Garage der Sicherheitspolizei und dem Stockwerk der Einvernahmesäle der Staatsanwaltschaft. Diese Rampe soll den Zugang für Personen mit eingeschränkter Mobilität und einen sichereren Zugang für die Häftlinge gewährleisten.

Seit Dezember 2023 hat die Staatsanwaltschaft auf einstimmigen Beschluss der Staatsanwälte die Spezialisierungen wieder eingeführt. Die Spezialisierungen, welche eine Zeit lang durch die Einführung von Referenzstaatsanwälten im Hinblick auf eine Effizienzsteigerung, welche jedoch nicht erreicht wurde, abgeschafft wurden, bestehen wieder für Wirtschaftsdelikte und Delikte gegen das Betäubungsmittelgesetz. Bei Straftaten gegen die sexuelle Integrität und Menschenhandel wurde die Referentenfunktion hingegen beibehalten.

³³ Die Zahl in Klammern verweist immer auf das Jahr 2021.

1.1.1.4 Herausforderungen und Perspektiven

Mit einer unvergleichlichen Arbeitsbelastung konfrontiert und ohne über die ab 2024 erhoffte Personalaufstockung zu verfügen, nimmt die Staatsanwaltschaft ihre Arbeit mit den neuen Bestimmungen der StPO unter suboptimalen Bedingungen an die Hand. Die obligatorische Einvernahme von Beschuldigten, denen eine unbedingte Freiheitsstrafe droht, wird sich auf die Verfahrensdauer auswirken; die Einführung von Art. 352a StPO wird schätzungsweise mehr als 250 zusätzliche Einvernahmen pro Jahr verursachen und die Pikettdienste zusätzlich belasten. Von den neu eingeführten Bestimmungen ist noch Art. 318 StPO zu erwähnen, der ab Januar 2024 dazu verpflichtet, alle potentiellen Geschädigten vor dem Erlass eines Strafbefehls zu kontaktieren. Darüber hinaus fordert Art. 353 StPO die Staatsanwaltschaft auf, die systematische Überweisung von Zivilklagen an den Zivilrichter zu unterlassen, um so weit wie möglich selbst über diese zu entscheiden.

Diese Änderungen erfolgen in einem Kontext, der bereits weitgehend einer einfachen und effizienten Durchführung von Ermittlungsverfahren entgegensteht, in dem der Grundsatz in dubio pro duriore umfassend angewandt wird und das Siegelungs- und Entsigelungsverfahren komplexer wird. Hierbei sind die bevorstehenden Gesetzesänderungen noch nicht mit eingerechnet, wie z.B. das Inkrafttreten der neuen Bestimmungen zum Sexualstrafrecht im Juli 2024, die mit dem Begriff des Schockzustandes bei sexueller Nötigung oder Vergewaltigung ein neues Paradigma schaffen, oder das Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Bekämpfung des missbräuchlichen Konkurses im Januar 2025, das die Konkursämter dazu verpflichtet wird, alle verdächtigen Fälle zu melden.

Parallel dazu werden die IT-Projekte und die innerhalb der nächsten vier Jahre zu vollziehende Einführung der e-Justizakte fortgesetzt, was die Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft stark beansprucht. Angesichts dieser Herausforderungen muss die Staatsanwaltschaft schrittweise vorgehen, indem sie Prozesse entwickelt und nach deren Bewährung bestätigt oder anpasst, wobei der Mensch im Mittelpunkt ihrer Bemühungen steht, seien es Mitarbeitende oder Rechtsuchende.

1.1.2 Statistischer Teil

1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2021	2022	2023
Am 01.01. hängige Verfahren	4594	4547	5277
Im Verlauf des Jahres eingetragene Verfahren ³⁴	13917	15283	16188
Im Verlauf des Jahres erledigte Verfahren	14127	14699	15953
Am 31.12. hängige Verfahren	4547	5277	5257
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ³⁵	646	790	842

1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2021	2022	2023
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13903	15272	16176
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des	5	5	4
Verfahren des Strafvollzugsrichters	9	6	8
Total	13917	15283	16188

	2021	2022	2023
Verfahren gegen bekannte Täter	12506	13672	14441
Verfahren gegen unbekannte Täter	1411	1611	1747

	2021	2022	2023
französischsprachige Verfahren	11975 (86.04%)	13062 (85.47%)	14047 (86.77%)
deutschsprachige Verfahren	1942 (13,96%)	2221 (14.53%)	2141 (13.23%)

1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2021	2022	2023
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts),	4370	5064	5031
sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	177	213	226
Total	4547	5277	5257

³⁴ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

³⁵ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2021	2022	2023
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	646 (davon 83 suspendierte Verfahren)	790 (davon 87 suspendierte Verfahren)	842 (davon 116 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2023 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
2	2	8	13	20	31	50	69	158	489	842

1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2021	2022	2023
Nichtanhandnahmeverfügungen	1651	1547	1560
davon Fälle von Leichenhebungen	154	149	159
Sistierungsverfügungen	894	945	1083
Einstellungsverfügungen	919	826	835
Strafbefehle	8669	9398	10724
Anklageschriften	493	406	358
selbständige Einziehungsverfahren	0	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	17	11	6
Unzuständigkeitsentscheide	615	702	838
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche	3	1	7
Übermittlungen an die Kantonspolizei	263	273	283
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2794	2651	3566
Nationale Rechtshilfegesuche	32	23	32
Internationale Rechtshilfegesuche	74	115	110
Klassierungen ohne Folge	91	114	117

1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2021	2022	2023
rechtskräftige Strafbefehle	8296	8949	10293
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	373	449	431
Total	8669	9398	10724

1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2021	2022	2023
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	285	232	215
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	93	78	55
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	4	8	1
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	4	6	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	106	82	82
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	1	0	0
Total	493	406	358

1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2021	2022	2023
rechtskräftige Verfügungen des Strafvollzugsrichters	17	11	6
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0	0
Total	17	11	6

1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2021	2022	2023
0 bis 1 Monat	25.05%	16.29%	16.8%
1 bis 2 Monate	23.92%	24.16%	26.83%
2 bis 3 Monate	13.06%	19.08%	16.27%
3 bis 6 Monate	21.84%	25.28%	23.8%
6 bis 12 Monate	10.93%	10.26%	11.55%
12 bis 18 Monate	2.91%	2.78%	2.57%
18 bis 24 Monate	0.94%	0.93%	0.9%
24 bis 36 Monate	0.65%	0.69%	0.64%
mehr als 36 Monate	0.70%	0.53%	0.64%

1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart³⁶

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2021	2022	2023
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	13	16	21
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	11	14	16
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	776	976	1202
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	75	58	69
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2236	2394	3170
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	104	147	211
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	17	33	29
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3367	3435	4123
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4428	4977	4757
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1095	1095	1562
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	918	976	1135
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die	2267	2762	3658
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ³⁷	2850	2831	3512
Widerhandlungen «Covid-19»	429	54	---

1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2021	2022	2023
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	242	197	211
Anzahl Hafttage	20106	22444	17249

1.1.2.5 Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2021	2022	2023
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw.	22	14	5
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	4	12

1.1.2.6 Verteidiger

	2021	2022	2023
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger,	371	404	367
davon nach Turnusliste	49	50	40

³⁶ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

³⁷ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2021	2022	2023
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	0	1	0
Einsprachen gegen Strafbefehle	0	0	7

Beilage

1.1.3 Statistische Tabelle

	2021	2022	2023
Eingetragene Verfahren	13917	15283	16188
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12506	13672	14441
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1411	1611	1747
Eingetragene französischsprachige Verfahren	11975	13062	14047
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	1942	2221	2141
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13903	15272	16176
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwalts	5	5	4
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	9	6	8
	2021	2022	2023
Hängige Verfahren	4370	5277	5257
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	177	213	226
	2021	2022	2023
Nichtanhandnahmeverfügungen	1651	1547	1560
Einstellungsverfügungen	919	826	835
Sistierungsverfügungen	894	945	1083
Selbständige Einziehungsverfahren	0	0	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	618	703	845
Nationale Rechtshilfeersuche	32	23	32
Internationale Rechtshilfeersuche	74	115	110
Rechtskräftige Strafbefehle	8296	8949	10293
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	373	449	431
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2794	2651	3566

	2021	2022	2023
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	285	232	215
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	93	78	55
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	4	8	1
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	4	6	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	107	82	82

	2021	2022	2023
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	17	11	6
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0	0

	2021	2022	2023
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	242	197	211
Anzahl Hafttage	20106	22444	17249

	2021	2022	2023
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	14	5
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	4	12

	2021	2022	2023
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	0	1	0
Einsprachen des Generalstaatsanwalts gegen Strafbefehle	0	0	7

Freiburg, den 24. Januar 2024


Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt


Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber